



Fédération des personnels des services publics et de santé –
FORCE OUVRIERE
SYNDICAT NATIONAL DES MEDECINS HOSPITALIERS
SNMH - FORCE OUVRIERE

Nous n'avons pas besoin de félicitations, nous avons besoin de masques, de blouses, de médicaments, d'oxygène et de lits de réanimation !

Paris, le 05 avril 2020

Nous n'avons pas besoin de félicitations, nous avons besoin de masques, de blouses, de médicaments, d'oxygène et de lits de réanimation !

Depuis des mois, tous les professionnels de santé à l'hôpital, des médecins aux agents hospitaliers, dénoncent le manque de moyens en personnel et en matériel par des mouvements de grève et des manifestations. Comme réponse, nous avons obtenu au mieux du mépris, au pire des coups de matraque.

Les restructurations, les fermetures de lits, de services, d'hôpitaux, les restrictions de personnels ont continué malgré les appels à l'aide répétés, ignorés du Président Macron et du gouvernement d'Edouard Philippe. Le nombre de lits de soins critiques en France est 3 fois moins important qu'en Allemagne (8000 en France et 28000 en Allemagne).

Nous serions des « héros en blouse blanche » ! Nous n'avons que faire des félicitations et des larmes de crocodile. :

Tous les jours, nous nous battons avec « les moyens du bord », nous essayons de nous dépanner en matériel auprès des hôpitaux et cliniques voisines, nous économisons les masques en les gardant plus longtemps que ce qu'il est recommandé, nous mettant en danger nous et notre famille pour continuer à soigner les patients, parce que le gouvernement a laissé les stocks se périmer pour des raisons financières. Les médecins libéraux n'ont toujours pas de masque de protection type FFP2, ni les infirmières et tous les personnels qui interviennent auprès des patients à domicile et dans les EPHAD. Il existe une désinvolture coupable sur les commandes de masques, comme l'atteste l'article de Médiapart daté du 02/04/2020 : « Masques : les preuves d'un mensonge d'Etat »,

Des médicaments aussi indispensables que le curare et le midazolam commencent à être rationnés.

Il manque des respirateurs, des seringues électriques, jusqu'aux housses mortuaires. Tous les jours, nous nous trouvons dans la situation intolérable d'avoir à choisir qui va être réanimé ou pris en charge en soins palliatifs uniquement par manque de moyens.

Les congés sont supprimés, des hôtels sont réquisitionnés pour loger les infirmières épuisées et qui craignent de retourner chez elles de peur de contaminer leur famille. Par manque de test, les agents hospitaliers, infirmières et médecins sont rarement testés pour le coronavirus et quand ils sont testés positifs, ils sont souvent maintenus en poste risquant de contaminer leurs collègues et les patients.

Alors qu'il est évident que la courbe de croissance du nombre de malades et de décès lié au Coronavirus en France suit exactement celle de l'Italie, rien n'est fait pour que cette courbe s'infléchisse : le gouvernement prône un confinement « sélectif » en incitant les entreprises à payer une prime aux salariés qui iraient travailler « pour faire marcher l'économie », tout en disant par l'intermédiaire de sa porte-parole que les masques de protection sont inutiles, ce que vient de démentir l'Académie de médecine.

Tout comme le 13 novembre 2015, le personnel de l'AP-HP et des autres hôpitaux publics n'a pas attendu le Plan Blanc pour se porter volontaires pour soigner les blessés des attentats, les agents des établissements publics de santé, mais aussi des maisons de retraite, les médecins et les soignants libéraux n'ont pas attendu les discours guerriers pour porter secours aux malades.

Nous sommes en première ligne et le gouvernement doit nous entendre tout de suite.

Nous voulons du personnel, des lits, des respirateurs, des sédatifs, des curares et des antibiotiques pour nos patients, des masques, des surblouses pour protéger les équipes, des réactifs pour tester les professionnels de santé qui risquent leur vie et parfois la perdent pour soigner.

Le gouvernement se dit prêt à débloquer 300 milliards d'euros pour soutenir les entreprises. Il serait incompréhensible que le même effort ne soit pas consenti pour sauver les patients et les soignants.

Pour le bureau national, Marie Paule Lemonnier, Trésorière Nationale.

Contact presse et contact intersyndical : 0668028073, adresse de la fédération, 155 rue de Rome, 75017 Paris.